
Le système bancaire en Roumanie en 2017

Le secteur bancaire roumain continue d'être dominé par la forte présence des banques étrangères, dans un marché qui se consolide. Le taux d'intermédiation bancaire reste faible, à 29% du PIB. Dans son ensemble, le secteur est solide, profitable et liquide. L'apurement des bilans des banques, soutenu par la Banque Nationale de Roumanie, se poursuit : le taux de prêts non performants a atteint 6,4% en décembre 2017, contre plus de 20% en 2014. L'environnement macroéconomique favorable favorise la croissance des crédits au secteur privé (+5%).

1. Les banques à capitaux étrangers dominent le marché, la consolidation du secteur se poursuit

En 2017, la croissance du PIB s'est établie à 7,0%, contre 4,8% en 2016, soit la plus forte croissance de l'UE. La consommation des ménages est le principal moteur de la croissance du PIB (contribution de 6,4 points de pourcentage, pp) grâce à la politique pro-cyclique du gouvernement¹ visant à accélérer la convergence des revenus avec la moyenne de l'UE. Le salaire mensuel net moyen progresse de 12% sur l'année, à 560 EUR, en raison des hausses des salaires dans le public² et le privé et de la réévaluation du salaire minimum (+16%). La faiblesse du taux de chômage (4,6% de la population active à fin décembre) et la croissance du crédit (+5,1% sur un an en décembre 2017) sont également des facteurs supplémentaires de soutien de la demande domestique. Cette dernière continue en revanche de peser sur le commerce extérieur (contribution de -0,8 pp à la croissance) compte-tenu de la dynamique des importations des biens et services (+14%). Le surplus de demande a entraîné un redressement de l'investissement³ (contribution de 1,2 pp à la croissance) et un déstockage des entreprises (contribution nulle sur l'année mais négative au second semestre).

Le secteur bancaire roumain compte 35 établissements de crédits fin 2017, contre 37 en 2016. Parmi eux, 29 sont à capitaux majoritaires étrangers et deux sont détenus par l'Etat. Le montant total des actifs du secteur s'élève à 94 Mds EUR (-1,3% sur un an, 49,7% du PIB), dont 77% sont détenus par les banques étrangères. **Le taux d'intermédiation bancaire de la Roumanie reste faible et baisse chaque année depuis 2011**, l'encours de crédit représentant seulement 29% du PIB. A noter que le secteur emploie environ 56 000 personnes, soit 0,7% de l'ensemble des travailleurs.

Le secteur bancaire roumain est relativement peu concentré, les cinq premières banques totalisant 58% des actifs à fin 2017. BCR, à capitaux majoritaires autrichiens, est la première banque du pays en termes d'actifs, avec 15,7% de parts de marché (pdm), devant Banca Transilvania (à capitaux majoritaires roumains⁴) qui en détient 13,8% et BRD-Groupe Société Générale avec 12,5%. La consolidation du secteur bancaire s'est poursuivie en 2017. L'acquisition de Bancpost (2,8% pdm) par Banca Transilvania pourrait en faire la première banque du pays en 2018. L'entreprise américaine de capital investissement JC Flowers &

¹ Parmi les principales mesures mises en œuvre : baisse de 1 pp de la TVA à 19%, hausse de 5% du point retraite, suppression de la cotisation d'assurance maladie pour tous les retraités.

² Les salaires ont augmenté de 15% dans l'éducation et dans la santé, et de 20% dans l'administration publique locale.

³ Le redressement de l'investissement s'explique par le secteur privé.

⁴ La BERD est le premier actionnaire de BT en détenant 8,6% de son capital à la bourse de Bucarest.

Co a racheté Piraeus Romania (1,7% pdm), l'accord devrait être validé par les autorités roumaines au cours du deuxième trimestre 2018. A noter en revanche que la Banque centrale de Roumanie (BNR) n'a pas autorisé la transaction qui aurait permis à OTP Bank (hongrois) de racheter Banca Romaneasca. C'est la première fois que la BNR, qui n'a pas justifié publiquement sa décision, s'oppose à une transaction privée depuis le début du processus de consolidation du marché. En 2018 et 2019, le processus de consolidation devrait se poursuivre dans la mesure où une quinzaine de banques ont une part de marché individuelle inférieure à 1%.

2. Le secteur bancaire est solide, profitable, liquide et la qualité des actifs s'améliore

Le secteur bancaire roumain est solide, bien capitalisé, profitable et liquide. Le ratio de solvabilité atteint 19% en décembre 2017, un niveau très supérieur au niveau requis par la BNR (12%), celui-ci même étant plus contraignant que le ratio préconisé sous Bâle III. Après être redevenu profitable en 2015 après cinq années de pertes, le secteur bancaire enregistre un bénéfice total de 1,2 Md EUR en 2017, en hausse de 31% sur un an, principalement grâce aux bons résultats de Banca Transilvania et BRD - Groupe Société Générale. Par conséquent, les ratios de profitabilité du secteur sont en hausses : le ROA (*Return On Assets*) s'établit à 1,3% et le ROE (*Return On Equity*) à 12,7%, des niveaux jugés satisfaisants.

Au lendemain de la crise financière, la qualité des portefeuilles de crédits s'est fortement dégradée : le taux des prêts non performants (NPL) est passé de 2,8% à 21,5% en septembre 2014. Le plan de résolution des NPL mis en place par la Banque nationale de Roumanie (BNR) au premier semestre 2014⁵, ainsi que la clarification des règles de dé-comptabilisation des actifs financiers en prêts non recouvrables ont joué un rôle clé dans l'accélération de l'apurement des bilans bancaires. Plusieurs banques ont aussi vendu des actifs dépréciés, **ce qui a permis de réduire le taux de créances non recouvrables à 6,4% en décembre 2017**, proche de la cible de 6% fixée en début d'année. A noter que **la BNR devrait réaliser un examen de la qualité des actifs en 2018.**

3. L'activité de crédit a été dynamique, le processus de dé-euroisation se poursuit, mais la politique monétaire est désormais moins accommodante

Les crédits au secteur privé (ménages et entreprises) ont été dynamiques, en hausses de 5,1% sur un an en décembre 2017. Les crédits aux entreprises ont augmenté de 2,2% sur la période et ceux aux ménages de 7,8%. Près de 55% des crédits accordés aux ménages sont des crédits immobiliers, largement soutenu par le programme *Prima casa*⁶. Plus globalement, le secteur privé profite de l'environnement économique favorable : la croissance du PIB a atteint 6,9% en 2017. Par ailleurs, **la Roumanie poursuit son processus de dé-euroisation du crédit, avec une part de plus en plus importante des prêts**

⁵ Dans le cadre du troisième programme de précaution. Ce plan inclut notamment la séparation des NPL entièrement provisionnés dans un compte hors bilan, suivi de leur suppression, le provisionnement complet des prêts avec délais de paiement supérieurs à 360 jours pour lesquels les banques n'ont pas encore engagé de procédures légales, ainsi que le provisionnement jusqu'à 90% de l'exposition des entreprises en procédure d'insolvabilité, en tenant compte des expériences de chaque banque.

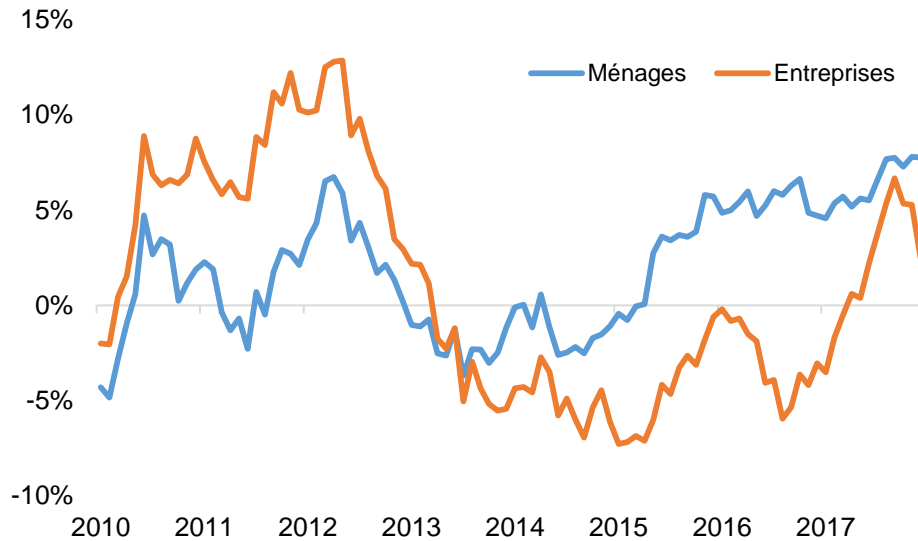
⁶ Le programme première maison (ou « *Prima casa* »), initialement mis en œuvre en 2009 pour soutenir l'économie, consiste à faciliter l'accès des ménages aux prêts immobiliers. L'Etat se portant garant jusqu'à 50% du montant du prêt accordé par les banques commerciales. Depuis 2009, le montant total des garanties d'Etat s'élève à environ 4 Mds EUR.

libellés en monnaie locale (RON). Les prêts au secteur privé sont libellés à 63% en RON, contre 57% en 2016 et seulement 34% en 2011. La croissance des crédits libellés en RON est en effet très soutenue, s'élevant à 16% contre -9% pour les prêts en devises. **Les conditions de crédit pour les prêts à la consommation des ménages se sont légèrement resserrées au dernier trimestre 2017, mais restent inchangées pour les prêts immobiliers** selon la dernière enquête publiée par la BNR. Cette dernière prévoit à nouveau un léger resserrement des conditions de crédit au cours du premier trimestre 2017. La demande de crédit devrait légèrement augmenter au premier trimestre 2018, à la fois pour les ménages et les entreprises.

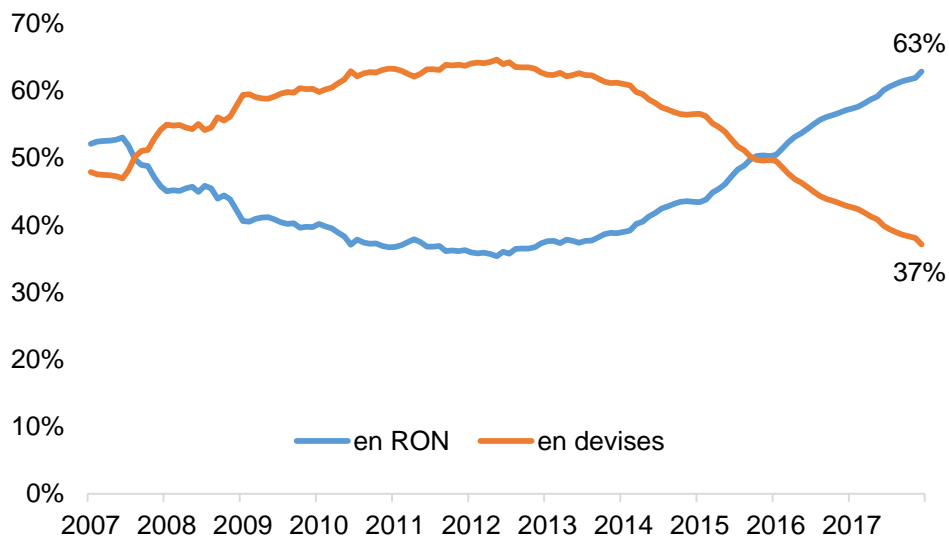
Conséquence de la forte croissance économique, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 1,3% en moyenne annuelle (-1,5% en 2016) et 3,3% en glissement annuel en décembre 2017. Cette évolution s'explique principalement par un effet de base (baisse de 4 pp de la TVA au 1^{er} janvier 2016) et par l'augmentation des prix des biens alimentaires (+4%) et des prix administrés (+6%). **Selon les prévisions de la BNR, l'inflation devrait atteindre un point haut au deuxième trimestre 2018 à 5,1%, avant de refluer progressivement à 3,5% au quatrième trimestre 2018.** Pour mémoire, la cible d'inflation s'établit à 2,5% avec une marge de fluctuation de +/-1 pp. **Les tensions inflationnistes ont conduit la BNR à augmenter ses taux de 50 points de base sur les deux premiers mois de l'année 2018, une première depuis août 2008. Le taux directeur s'établit désormais à 2,25%,** tandis que le corridor de taux est maintenu à +/-1 pp autour du taux directeur. Les analystes de la place s'attendent à encore au moins deux hausses de taux en 2018, ce qui pourrait affecter l'activité de crédit en 2018 alors que les deux tiers des ménages ont contracté des prêts à taux variables.

Annexes

Graphique 1 : Evolution du crédit (taux de croissance en glissement annuel).



Graphique 2 : Evolution du crédit en monnaie locale et en devises (taux de croissance en g.a.).



Tous droits de reproduction et de diffusion réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique. Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.